

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS**

ZI Domitia Sud  
189 avenue Georges Besse  
30300 Beaucaire

Références :  
Code AIOT : 0006605278

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS implanté ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 Beaucaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un projet de modification attendu de l'exploitant pour son site de Beaucaire, en présence de l'inspection UID Dreal, de la DDTM30 et du SDIS30.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS
- ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006605278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non



La société La Gloriette (Groupe Gâches Chimie) est spécialisée dans la distribution de produits chimiques, de sels et de produits, matériels et accessoires de piscines.

Cette activité comprend la production (assemblage/formulation et/ou conditionnement) et le stockage de matières et substances dangereuses (toxiques, inflammables, comburantes, nocives, dangereuses pour l'environnement) et non dangereuses.

**Thèmes de l'inspection :**

- État des matières stockées
- Modifications

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | État des matières stockées | AP Complémentaire du 19/07/2019, article Annexe - 1.5 | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 2  | Modifications              | Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 1.6         | Demande d'action corrective  | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite s'inscrit dans le cadre de la présentation par l'exploitant de son projet de modifications du site de Beaucaire, incluant notamment la création d'un nouveau bâtiment de stockage, l'extension de la zone de conditionnement, et la création d'une nouvelle zone de stockage.

À cette occasion, l'inspection a procédé en fin de visite à un contrôle de l'état des matières stockées. Il est constaté le non-respect des quantités de matières dangereuses stockées autorisées. En effet le site de Beaucaire est un site soumis à autorisation, sous le statut seveso seuil bas, alors que l'état des matières stockées fourni par l'exploitant le jour de la visite classe le site sous le statut seveso seuil haut par la règle dite du cumul. À noter que conformément à la demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a présenté depuis par mails des 2 et 5 avril son plan d'actions pour un déstockage du site de Beaucaire des quantités de matières dangereuses supplémentaires non autorisées, prévoyant un retour sous les seuils autorisés au 9/04/2024. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en annexe du présent rapport sur ce point.

L'inspection relève aussi lors de la visite de la présence d'un stockage important d'emballages vides en extérieur le long de la voirie principale, stockages non prévus dans le dossier initial d'autorisation de l'exploitant. L'inspection demande sous deux mois la régularisation de cette situation, qui passe soit par la suppression de ce stockage, soit par la transmission d'une analyse des risques complémentaire vis-à-vis de la situation actuelle, avec notamment la procédure/instruction en place, un plan des stockages prévus et l'analyse des risques accidentels.

## 2-4) Fiches de constats



**N° 1 : État des matières stockées (avec annexe confidentielle ci jointe)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/07/2019, article Annexe – 1.5<br>et l'AP du 17 septembre 2012, article 2.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect statut seveso seuil bas  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] L'établissement LA GLORIETTE DISTRIBUTION est classé Seveso seuil bas selon la règle de cumul au titre des dangers pour l'environnement ainsi que par dépassement direct du seuil bas fixé pour la rubrique 4510.<br><br>l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012 :<br>[...] L'exploitant doit mettre en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni une extraction de son état des stocks depuis son logiciel ERP. L'extraction fournie à l'inspection fait apparaître les quantités de matières dangereuses stockées sur le site de Beaucaire, cumulées par rubrique ICPE, pour les rubriques 1436, 1630, 4331, 4440, 4510 et 4511.<br><br>L'état fourni permet de justifier que les quantités présentes sur site par rubrique ICPE respectent les seuils autorisés individuellement au regard des prescriptions applicables au site. Par contre, cet état des stocks met en évidence un dépassement du seuil seveso seuil haut par la règle de cumul des dangers pour l'environnement (Sc) telle que définie par l'article R.511-11 du code de l'environnement. En effet, la somme Sc [ $Sc = (56/200) + (178/200) + (3/500)$ ] est égale à 1,16 au lieu d'être inférieure ou égale à 1. Le passage d'un établissement Seveso seuil bas à Seveso seuil haut constitue une modification substantielle en application du III de l'article R.181-46 du code de l'environnement.<br><br>Suite à la demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a présenté par mails des 2 et 5 avril son plan d'actions pour un déstockage du site de Beaucaire des quantités de matières dangereuses supplémentaires non autorisées, annonçant un retour sous les seuils autorisés au 9/04/2024.<br><br>Pour prévenir ces dépassements, l'exploitant n'a pas pu justifier lors de la visite de la mise en place effective sur le site de Beaucaire d'une organisation (pas de procédures, ni d'instruction) et d'un logiciel de gestion des stocks de matières dangereuses capables d'alerter la fonction environnement-sécurité du site avant tout dépassement des seuils autorisés, notamment par la règle du cumul. L'exploitant n'est donc pas en capacité de présenter des mesures organisationnelles robustes pour garantir dans le temps le non franchissement du seuil Seveso seuil haut sur son établissement de Beaucaire et donc le respect des dispositions de son arrêté préfectoral, ce qui constitue un écart à l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |



**N° 2 : Modifications**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 1.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Toute modification apportée par l'exploitant, aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciations   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a sollicité un échange technique en présence de la DDTM, du SDIS et de l'UID DREAL afin de présenter son projet de modification et obtenir des réponses à ses interrogations. Le projet présenté consiste en : <ul style="list-style-type: none"><li>- la création d'un nouveau bâtiment de stockage organisé en 4 cellules de 500 m<sup>2</sup> pour le stockage de produits non dangereux et d'emballages vides ;</li><li>- la création d'un auvent pour accueillir une nouvelle zone de conditionnement de GRV ;</li><li>- la création d'une nouvelle zone de dépotage ;</li><li>- la création d'un logement gardien.</li></ul><br>En ce qui concerne l'impact des modifications sur les rubriques ICPE, seule la rubrique 1510 est concernée: sur la situation projetée, la rubrique reste au régime DC, avec un volume concerné passant de 30 333 m <sup>3</sup> à 48 333 m <sup>3</sup> . Aucune évolution n'est demandée sur les autres rubriques ICPE.<br><br>L'exploitant prévoit l'envoi du porter à connaissance d'ici l'été 2024 intégrant l'ensemble des précisions apportées et demandés par les services de la DDTM, du SDIS et de l'inspection lors de cet échange.<br><br>Par ailleurs, l'inspection relève lors de la visite sur site une quantité importante d'emballages plastiques vides stockés le long de la voie de déserte contournant le bâtiment principal et reliant les deux portails entrée/sortie du site. L'exploitant explicite son besoin de stockage important de part la période d'activité haute et justifie en ce sens son besoin de modifications présenté ce jour.<br><br>L'inspection relève que ces stockages extérieurs ne sont pas prévus dans le dossier initial de l'exploitant et demande une analyse des risques à jour correspondante. Il est attendu sous deux mois une présentation de l'organisation en place, dans la configuration actuelle du site, pour la gestion de ces emballages vides extérieurs (procédure/instruction en place, plan des stockages, délimitation des zones...) accompagnée d'une analyse des risques (notamment risques accidentels, incluant notamment les volets effet thermique et effet domino). A défaut, l'exploitant doit supprimer ce stockage pour se conformer à la configuration des installations telle qu'autorisée actuellement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |